

ATTENDUE POUR LA FIN SEPTEMBRE

La tripartite se tiendra au plus tard le 3 octobre prochain

Très attendue, la tripartite (gouvernement, patronat et syndicats) dont la date n'est pas encore fixée aura lieu finalement la fin septembre, au plus tard le 3 octobre prochain. C'est ce qu'a annoncé le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) hier, sur les ondes de la Radio Chaîne III.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Réda Hamiani affirme n'attendre que la confirmation du Premier ministre. «La tripartite se tiendra à la fin de la dernière semaine de septembre, au plus tard le début du mois d'octobre», précise-t-il.

Un important rendez-vous pour lequel les organisations patronales se sont attelées à préparer et à examiner les propositions à présenter au gouvernement.

Le président du FCE évoque les nombreuses réunions du mouvement patronal, constitué de 8 ou 9 organisations, afin de «se rapprocher pour essayer de parler d'une seule voix». Une première en Algérie, selon lui.

Deux documents seront ainsi mis sur la table. A caractère «poli-

tique», le premier dossier concernera les stratégies et les politiques à mener ainsi que les visions. «Nous allons interpellier les autorités sur le rôle de l'industrie de notre pays, la place des importations ainsi que le soutien à apporter au secteur de l'entreprise», dit-il.

Le deuxième document sera plus «opérationnel». Il recensera l'ensemble des suggestions et des mesures visant à améliorer le climat des affaires. «L'objectif est de relever la croissance et s'extirper du piège de la dépendance des hydrocarbures», explique Réda Hamiani. Pour lui, l'organisation de l'économie nationale et la relance de l'investissement dépendent également de la stabilité législative. «Si l'Algérie a



Photo : Samir Sid

L'objectif de Hamiani est de s'extirper de la dépendance des hydrocarbures.

besoin d'une vision économique à l'horizon de 2020 et de 2030, les opérateurs économiques, eux, ont besoin d'être éclairés sur les programmes à moyen et long terme», dit-il. L'invité de la radio

évoque en outre, le problème de l'«applicabilité» des décisions issues des tripartites précédentes. «Le décalage est important entre les volontés affichées par les autorités, les mesures

annoncées et la réalité vécue sur le terrain». Selon lui, le grand «handicap» consiste dans l'administration qui «traîne» dans l'exécution des décisions.

«Nous allons justement aborder cette question pour étudier les mesures concrètes à prendre pour que ces décisions soient appliquées réellement», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le président du FCE soutient la proposition de l'UGTA concernant le retour au crédit à la consommation. «L'idée soutient l'économie d'autant que le domaine d'application de ce crédit reste limité puisque les voitures sont exclues».

Pour lui, cette proposition constitue un «signal fort» pour inciter les producteurs locaux à écouler leurs produits sur le marché avec plus de facilité. C'est aussi une manière de «créer un lien entre le consommateur et la production locale», a-t-il encore soutenu.

R. N.

AÏN-SEFRA

Arrestation de trois individus pour détention de produits explosifs

Agissant sur information faisant état de trafic d'armes, la Gendarmerie nationale de Aïn-Sefra a mené une enquête qui a permis en premier lieu la découverte de deux plaquettes de TNT de 500 g chacune dans un véhicule léger. Après l'arrestation du propriétaire du véhicule, les enquêteurs n'ont pas tardé à appréhender deux complices, indique notre source.

Dans une ferme appartenant à l'un d'entre eux, il a été découvert tous les ingrédients nécessaires à la fabrication de bombes, notamment plus d'un kilogramme de TNT, 4 kg d'engrais agricole, plus de 12 mètres de mèche lente, 2 fusils de fabrication artisanale, et quelque 100 g de poudre noire (baroud).

Les mis en cause ont été mis sous mandat de dépôt, pour plusieurs chefs d'inculpation, entre autres, fabrication d'armes et détention de produits explosifs.

B. Henine

Les propositions de l'UGCAA

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) estime que la réussite de la prochaine tripartite est tributaire de certaines décisions économiques.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - L'UGCAA dit ne pas avoir été invitée à participer à la prochaine tripartite, qui se tiendra vers la fin du mois en cours ou début du mois d'octobre prochain. Pourtant, estime El Hadj Tahar Boulénouar, «nous sommes concernés car nous sommes les représentants des commerçants».

L'UGCAA a donc tenu une conférence de presse, hier à Alger, pour rendre publiques ses propositions.

L'organisation, qui dit s'attendre à des décisions économiques importantes en mesure de booster l'économie et la production nationale, a fait des propositions. Elle propose ainsi l'accélération des réformes

bancaires et financières, car, estime-t-elle, le système financier actuel n'encourage pas la production nationale et l'investissement. L'UGCAA estime qu'il est également urgent de mettre fin à la bureaucratie qui constitue un obstacle pour l'investissement en Algérie. La révision des lois en vigueur et l'éradication du marché informel font aussi partie des propositions des représentants des commerçants.

Par ailleurs, l'UGCAA dénonce la décision de l'UGTA qui compte imposer de nouvelles autorisations pour les importateurs. Selon M. Boulénouar, l'UGTA pense réduire le nombre des importateurs avec de nouvelles lourdes administratives. Or, dit-il, cette mesure encouragera le monopole et la hausse des prix des produits importés.

De son côté, M. Laribi Hakim, P-dg d'une entreprise privée, estime que l'Algérie qui vit de l'importation doit penser à



El Hadj Tahar Boulénouar.

faciliter les procédures pour encourager la production nationale et non à les compliquer pour les importateurs. Ce dernier estime que les pouvoirs publics doivent mettre en place un programme présidentiel pour une véritable économie nationale.

S'exprimant sur la tripartite, l'homme d'affaires la qualifie «de rencontre de figuration». L'augmentation du SNMG, dit-il, était le premier fruit de la précédente tripartite et dont les textes d'application n'ont pas encore vu le jour.

S. A.

Photo : NewPress

AGENCE NATIONALE DU CADASTRE

Les travailleurs en grève à partir du 7 octobre

Après plusieurs réunions de concertation avec la tutelle, qui se sont avérées infructueuses, le Syndicat national des travailleurs du cadastre, affilié à l'UGTA, opte pour le débrayage.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Les travailleurs de l'Agence nationale du cadastre, semblent avoir perdu tout espoir de voir la tutelle répondre à leurs doléances. Dans un communiqué rendu hier public, leur représentant syndical, annonce une grève de trois jours à partir du 7 octobre 2013. Les négociations entre les

deux parties qui ont commencé le 20 mai 2012, n'ont vraisemblablement abouti à aucune conclusion, puisque la dernière réunion, souligne le rédacteur du communiqué, a eu lieu le 20 mars 2013.

Contacté, le secrétaire général du Syndicat national des travailleurs du cadastre, Belkacem Koudil, a fait savoir qu'en date du 4 août 2013, une correspondance a été également adressée à la tutelle, afin de remédier à la situation, avant que les choses ne prennent une autre tournure. Mais comme aucune réponse, du moins de bonne volonté, n'a été rendue de la part de l'administration, ce dernier affirme n'avoir

plus pour choix que le débrayage. S'agissant de la plateforme de revendications, il fait savoir que les travailleurs tiennent au changement du statut de leur agence qui après 1989 est passée d'une direction générale du ministère des Finances à un statut d'EPA.

Ce qui a d'ailleurs, explique Belkacem Koudil, conduit à la déclassification des cadres de l'agence, sur la grille de salaire. Aussi, ce dernier affirme que les travailleurs n'ont pas eu droit à des promotions depuis des années et que l'ANC bénéficie très rarement de postes budgétaires. Le problème de relève a aussi été

évoqué par ce représentant syndical, qui fait savoir que bon nombre de personnels expérimentés partent en retraite, alors que les nouvelles recrues manquent considérablement de formation. Il propose, à ce propos, la création d'une école spécialisée dans le domaine, pour que le secteur ne manque pas, plus tard, de personnel qualifié.

Enfin, il est à signaler que le Syndicat national des travailleurs du cadastre menace d'entrer dans une grève ouverte après celle de trois jours si leurs revendications ne sont pas prises en charge.

M. M.